

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 633

[2010/200794]

4 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 16 et 24;

Vu l'arrêté du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à la réhabilitation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2010;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 8^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation, est complété comme suit :

"quand ce rapport doit être joint à la demande;"

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, un 6^o est ajouté :

"6^o l'engagement visé au 5^o n'est pas souscrit par le demandeur quand sa demande ne porte que sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées."

Art. 3. L'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Sauf quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, le particulier qui désire introduire une demande de prime sollicite au préalable le passage d'un délégué du Ministre chargé d'établir un rapport d'estimation."

Art. 4. A l'article 5, § 1^{er}, du même arrêté, un 5^o est ajouté :

"5^o quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, un devis détaillé des travaux, l'original ou la copie de la facture de l'entrepreneur enregistré du secteur de la construction,"

Art. 5. A l'article 5, § 3, du même arrêté, la phrase suivante est insérée au début de l'alinéa 1^{er} :

"Sauf quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées,"

Art. 6. A l'article 5, § 3, du même arrêté, un 9^o est inséré :

"Quand la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, un devis détaillé des travaux, l'original ou la copie de la facture de l'entrepreneur enregistré du secteur de la construction ainsi que le rapport de l'estimateur;"

Art. 7. A l'article 5, § 6, du même arrêté, la phrase suivante est insérée au début de l'alinéa 1^{er} :

"Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées,"

Art. 8. A l'article 7 du même arrêté, le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1^{er}. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, les travaux envisagés par le demandeur ne sont pris en considération que s'ils figurent dans la liste des travaux subsidiables établie par le Ministre et s'ils sont mentionnés dans le rapport d'estimation visé à l'article 5, § 1^{er}."

Art. 9. A l'article 7, § 2, du même arrêté, un alinéa 2 est inséré :

"Le montant minimum de € 2.000 visé à l'alinéa précédent est ramené à € 1.000 quand il concerne des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées."

Art. 10. A l'article 7 du même arrêté, le § 3, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 3. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, les travaux de réhabilitation ne peuvent être entrepris que postérieurement à l'établissement du rapport d'estimation par un délégué du Ministre."

Art. 11. A l'article 7 du même arrêté, le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 4. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, les travaux doivent être exécutés dans les deux ans à dater de la notification de recevabilité visée à l'article 5, § 6. L'administration peut proroger ce délai de six mois si elle estime fondée une demande de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire, lui adressée avant l'expiration du délai de deux ans."

Art. 12. L'article 8, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Sauf pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, le montant de la prime est fixé de la manière suivante :

1^o 10 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder € 750;

2^o pour autant que le demandeur - puisse fournir la preuve de la totalité des revenus tels que définis à l'article 1^{er}, 7^o :

a) 20 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder € 1.480, si les revenus sont compris entre € 20.000,01 et € 31.000 quand le demandeur est isolé et entre € 25.000,01 et € 37.500 quand le demandeur cohabite avec d'autres personnes, à l'exclusion des enfants à charge;

b) 30 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder 2.230 €, si les revenus sont compris entre € 10.000,01 et € 20.000 quand le demandeur est isolé et entre € 13.650,01 et € 25.000 quand le demandeur cohabite avec d'autres personnes, à l'exclusion des enfants à charge;

c) 40 % du montant hors T.V.A. des factures prises en considération, sans pouvoir excéder € 2.980, si les revenus ne dépassent pas € 10.000 quand le demandeur est isolé et € 13.650 quand le demandeur cohabite avec d'autres personnes, à l'exclusion des enfants à charge;"

Art. 13. L'article 8, § 5, 1^o, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Dans le cas où le demandeur effectue des travaux d'isolation de la toiture, des murs extérieurs ou des planchers de logement, et où ces travaux d'isolation permettent d'atteindre la norme fixée au point 3^o, le montant de la prime déterminé conformément aux §§ 1^{er} à 4 et 6, sans tenir compte du coût des travaux d'isolation, est augmenté selon le tableau ci-après, où interviennent les paramètres suivants :

Art. 14. L'article 8, § 5, 1^o, a, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"le taux de la prime fixé conformément au § 1^{er} (10, 20, 30 ou 40 %)".

Art. 15. Le tableau repris à l'article 8, § 5, 1^o, b, du même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

Taux de prime	10 et 20 %		30 %		40 %	
	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux	Entreprise	Matériaux
Isolation de la toiture	€ 10/m ²	€ 5/m ²	€ 12/m ²	€ 6/m ²	€ 14/m ²	€ 7/m ²
Isolation de murs par l'intérieur	€ 20/m ²	-	€ 24/m ²	-	€ 28/m ²	-
Isolation du creux du mur (ou de la coulisse)	€ 10/m ²	-	€ 12/m ²	-	€ 14/m ²	-
Isolation des murs par l'extérieur	€ 30/m ²	-	€ 36/m ²	-	€ 42/m ²	-
Isolation du sol par l'extérieur du plancher	€ 10/m ²	-	€ 12/m ²	-	€ 14/m ²	-
Isolation du sol par l'intérieur du plancher	€ 27/m ²	-	€ 30/m ²	-	€ 35/m ²	-

Une prime complémentaire de € 3/m² est octroyée en cas de placement d'un isolant naturel.

Art. 16. Le tableau repris à l'article 8, § 5, 2^o, du même arrêté est remplacé par le tableau suivant :

Taux de prime	10 et 20 %	30 %	40 %
Audit énergétique	60 % avec un maximum de € 360	70 % avec un maximum de € 420	80 % avec un maximum de € 480

Art. 17. A l'article 8 du même arrêté, un § 6 est ajouté :

"§ 6. Le montant de la prime pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées est réservé aux travaux exécutés par un entrepreneur enregistré du secteur de la construction et est fixé de la manière suivante, en tenant compte des paramètres visés au § 5, 1^o, a :

Taux de prime	10 et 20 %	30 %	40 %
Montant de la prime	€ 45/m ²	€ 50/m ²	€ 60/m ²

Les m² pris en compte sont ceux des baies des menuiseries extérieures vitrées remplacées, et un maximum de 40 m² est pris en considération pour la détermination du montant de la prime. Lorsque seul le vitrage est remplacé, les dimensions extérieures des châssis ne sont pas prises en considération pour le calcul de la prime."

Art. 18. A l'article 9, un § 2bis est inséré :

"§ 2bis. Par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, une enquête destinée à confirmer la conformité des travaux réalisés aux mentions reprises sur la facture doit être effectuée par un estimateur agréé.

La visite est réalisée à la demande de l'administration.

La date proposée par l'administration pour cette visite doit se situer dans les quatre mois de la réception du dossier complet. Dans les trois mois de la réception du rapport d'enquête de l'estimateur ou dans le cas où la date proposée pour la visite n'a pu être située dans les quatre mois de la réception du dossier complet, l'administration notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée."

Art. 19. A l'article 9 du même arrêté, un § 5 est ajouté :

"§ 5. Par dérogation au § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, quand la demande de prime ne concerne que des travaux de remplacement de menuiseries extérieures, la déclaration d'achèvement des travaux est établie par le demandeur lui-même. Il y joint tous les documents nécessaires à la vérification de sa demande qui lui ont été réclamés par l'administration et qui n'ont pas encore été transmis à celle-ci, une copie des factures relatives aux travaux, une copie du devis de l'entrepreneur qui a réalisé les travaux, sauf si ce devis était joint à la demande, une attestation de l'entrepreneur relative à la performance des menuiseries extérieures placées établie selon le modèle délivré par l'administration, une photographie de toutes ces menuiseries extérieures,

ainsi que, le cas échéant, les attestations visées à l'article 1^{er}, 9^o."

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2010.

Pour les demandes introduites jusqu'au 30 juin 2010, l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 reste toutefois d'application dans sa version antérieure si celle-ci est plus favorable aux demandeurs que la version modifiée par le présent arrêté.

Art. 21. Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 633

[2010/200794]

4. FEBRUAR 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 16 und 24;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

Aufgrund des am 11. Dezember 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. Dezember 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund des am 18. Januar 2010 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1^{8°} des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, wird wie folgt ergänzt:

"wenn dieser Bericht dem Antrag beigelegt werden muss;"

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird ein Punkt 6^o hinzugefügt:"6^o der Antragsteller geht die in Punkt 5^o erwähnte Verpflichtung nicht ein, wenn sich sein Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk bezieht."**Art. 3** - Artikel 5 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Außer wenn sich der Prämienantrag nur auf Arbeiten für verglastes Außenholzwerk bezieht, muss die Privatperson, die einen Prämienantrag einreichen möchte, vorher die Besichtigung der Wohnung durch einen mit der Erstellung eines Abschätzungsberichts betrauten Beauftragten des Ministers beantragen."

Art. 4 - In Artikel 5 § 1 desselben Erlasses wird ein Punkt 5^o hinzugefügt:"5^o wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk bezieht, ein ausführlicher Kostenvoranschlag der Arbeiten, das Original oder die Abschrift der Rechnung des registrierten Unternehmers des Bausektors."**Art. 5** - In Artikel 5 § 3 desselben Erlasses wird am Anfang des Absatzes 1 folgender Satz eingefügt:

"Außer wenn sich der Prämienantrag nur auf Arbeiten für verglastes Außenholzwerk bezieht,"

Art. 6 - In Artikel 5 § 3 desselben Erlasses wird ein Punkt 9^o hinzugefügt:

"wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für verglastes Außenholzwerk bezieht, einen ausführlichen Kostenvoranschlag der Arbeiten, das Original oder die Abschrift der Rechnung des registrierten Unternehmers des Bausektors, sowie den Bericht des Taxators."

Art. 7 - In Artikel 5 § 6 desselben Erlasses wird am Anfang des Absatzes 1 folgender Satz eingefügt:

"Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für verglastes Außenholzwerk bezieht,"

Art. 8 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird der § 1 Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1 - Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für verglastes Außenholzwerk bezieht, werden die vom Antragsteller geplanten Arbeiten nur dann berücksichtigt, wenn sie in der vom Minister festgelegten Liste der bezuschussbaren Arbeiten stehen und im in Artikel 5 § 1 erwähnten Abschätzungsbericht angeführt werden."

Art. 9 - In Artikel 7 § 2 desselben Erlasses wird ein Absatz 2 hinzugefügt:

"Der in dem vorhergehenden Absatz erwähnte Mindestbetrag von € 2.000 wird auf € 1.000 herabgesetzt, wenn er Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk betrifft."

Art. 10 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird der § 3 Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 3 - Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für verglastes Außenholzwerk bezieht, dürfen die Sanierungsarbeiten erst in Angriff genommen werden, nachdem der Abschätzungsbericht von einem Beauftragten des Ministers erstellt worden ist."

Art. 11 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird der § 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 4 - Außer wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für verglastes Außenholzwerk bezieht, müssen die Arbeiten innerhalb zwei Jahren ab der in Artikel 5 § 6 erwähnten Zulässigkeitsnotifizierung ausgeführt werden. Die Verwaltung darf diese Frist um sechs Monate verlängern, wenn sie einen Antrag auf Verlängerung für gerechtfertigt hält, der auf einem fremden Grund mit befreiender Wirkung beruht und bei ihr vor Ablauf der zweijährigen Frist eingereicht worden ist."

Art. 12 - Artikel 8 § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Außer für die Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk wird die Höhe der Prämie wie folgt festgelegt:

1° 10% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch € 750 übersteigen zu dürfen;

2° insofern der Antragsteller die gesamten Einkommen, wie sie in Artikel 1 7° definiert werden, nachweisen kann:

a) 20% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch € 1.480 übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller zwischen € 20.000,01 und € 31.000 und bei einem Antragsteller, der mit anderen Personen, mit Ausnahme der unterhaltsberechtigten Kinder, zusammenlebt, zwischen € 25.000,01 und € 37.500 liegt;

b) 30% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch € 2.230 übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller zwischen € 10.000,01 und € 20.000 und bei einem Antragsteller, der mit anderen Personen, mit Ausnahme der unterhaltsberechtigten Kinder, zusammenlebt, zwischen € 13.650,01 € und € 25.000 € liegt;

c) 40% des Betrags der berücksichtigten Rechnungen ohne MwSt., ohne jedoch € 2.980 übersteigen zu dürfen, wenn das Einkommen bei einem alleinstehenden Antragsteller € 10.000 nicht überschreitet und bei einem Antragsteller, der mit anderen Personen, mit Ausnahme der unterhaltsberechtigten Kinder, zusammenlebt, € 13.650 nicht überschreitet."

Art. 13 - Artikel 8 § 5 1° desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Falls der Antragsteller Arbeiten zur Isolierung der Bedachung, der Außenmauern oder der Fußböden der Wohnung ausführt, und wenn diese Isolierungsarbeiten erlauben, die in Punkt 3° festgelegte Norm zu erreichen, so wird der Betrag der Prämie, der gemäß den Paragraphen 1 bis 4 und 6 ohne Berücksichtigung der Kosten der Isolierungsarbeiten bestimmt wird, entsprechend der nachfolgenden Tabelle erhöht, wo die folgenden Parameter in Betracht gezogen werden:"

Art. 14 - Artikel 8 § 5 1°, a desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"der gemäß § 1 festgelegte Prämienatz (10, 20, 30 oder 40%)".

Art.15 - Die in Artikel 8 § 5 1°, b desselben Erlasses angeführte Tabelle wird durch folgende Tabelle ersetzt:

Prämienatz	10 und 20%		30%		40%	
	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien	Unternehmen	Materialien
Ausführung der Arbeiten						
Isolierung der Bedachung	€ 10/m ²	€ 5/m ²	€ 12/m ²	€ 6/m ²	€ 14/m ²	€ 7/m ²
Innenisolierung von Mauern	€ 20/m ²	-	€ 24/m ²	-	€ 28/m ²	-
Isolierung des Mauerhohlraums (oder der Kulissee)	€ 10/m ²		€ 12/m ²		€ 14/m ²	
Isolierung der Außenmauern	€ 30/m ²		€ 36/m ²		€ 42/m ²	
Isolierung des Bodens von der Außenseite des Fußbodens	€ 10/m ²		€ 12/m ²		€ 14/m ²	
Isolierung des Bodens von der Innenseite des Fußbodens	€ 27/m ²		€ 30/m ²		€ 35/m ²	

Eine zusätzliche Prämie von € 3/m² wird im Falle der Anbringung eines natürlichen Isolierstoffs gewährt.

Art. 16 - Die in Artikel 8 § 5 2° desselben Erlasses angeführte Tabelle wird durch folgende Tabelle ersetzt:

Prämienatz	10 und 20%	30%	40%
Energieaudit	60% mit einem Höchstbetrag von € 360	70% mit einem Höchstbetrag von € 420	80% mit einem Höchstbetrag von € 480

Art. 17 - In Artikel 8 desselben Erlasses wird ein § 6 hinzugefügt:

"§ 6 - Der Betrag der Prämie für die Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk ist für die von einem registrierten Unternehmer des Bausektors ausgeführten Arbeiten bestimmt und wird unter Berücksichtigung der in § 5 1°, a erwähnten Parameter wie folgt festgelegt:

Prämienatz	10 und 20%	30%	40%
Höhe der Prämie	€ 45/m ²	€ 50/m ²	€ 60/m ²

Die berücksichtigten m² entsprechen denjenigen der ersetzten Öffnungen des verglasten Außenholzwerks und höchstens 40 m² werden für die Festlegung der Höhe der Prämie berücksichtigt. Wenn nur die Verglasung ersetzt wird, werden die äußeren Abmessungen der Fensterrahmen bei der Berechnung der Prämie nicht berücksichtigt."

Art. 18 - In Artikel 9, wird ein § 2bis eingefügt:

"§ 2bis - In Abweichung von den §§ 1 und 2, wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von verglastem Außenholzwerk bezieht, muss ein zugelassener Taxator eine Untersuchung durchführen, die dazu bestimmt ist, die Übereinstimmung der durchgeführten Arbeiten mit den in der Rechnung verzeichneten Angaben zu bestätigen.

Die Besichtigung wird auf Anfrage der Verwaltung durchgeführt.

Das von der Verwaltung für diese Besichtigung vorgeschlagene Datum muss innerhalb der vier Monate ab dem Erhalt der vollständigen Akte liegen. Innerhalb von drei Monaten ab dem Eingang des Untersuchungsberichts des Taxators oder falls das für die Besichtigung vorgeschlagene Datum nicht innerhalb der vier Monate ab dem Eingang der vollständigen Akte festgelegt werden konnte, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, wobei die Berechnung des ihm auszahlenden Prämienbetrags genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann."

Art. 19 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird ein § 5 hinzugefügt:

“§ 5 - In Abweichung von § 1 Absätze 1 und 2 wird die Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten vom Antragsteller selbst erstellt, wenn der Prämienantrag nur Arbeiten für den Ersatz von Außenholzwerk betrifft. Er fügt alle zur Überprüfung seines Antrags notwendigen, von der Verwaltung verlangten und ihr noch nicht übermittelten Unterlagen, eine Abschrift der Rechnungen bezüglich der Arbeiten, eine Abschrift des Kostenvoranschlags des Unternehmers, der die Arbeiten ausgeführt hat, außer wenn dieser Kostenvoranschlag dem Antrag beigefügt worden ist, eine nach dem von der Verwaltung ausgestellten Muster erstellte Bescheinigung des Unternehmers bezüglich der Effizienz des angebrachten Außenholzwerks, eine Fotografie dieses gesamten Außenholzwerks, sowie gegebenenfalls die in Artikel 1 9^o erwähnten Bescheinigungen hinzu.”

Art. 20 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2010 in Kraft.

Für die bis zum 30. Juni 2010 eingereichten Anträge bleibt der Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 jedoch weiterhin in seiner vorherigen Fassung anwendbar, wenn diese für die Antragsteller vorteilhafter ist als die durch den vorliegenden Erlass abgeänderte Fassung.

Art. 21 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Februar 2010

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 633

[2010/200794]

4 FEBRUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 16 en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 december 2009;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2010;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1, § 8^o, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract wordt aangevuld als volgt :

“wanneer dat verslag bij de aanvraag gevoegd moet worden;”.

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 6^o, luidend als volgt :

“6^o de in punt 5^o bedoelde verbintenis wordt niet aangegaan door de aanvrager als zijn aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft.”

Art. 3. Artikel 5, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Behalve wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, verzoekt de particulier die een premieaanvraag wenst in te dienen eerst om het bezoek van een afgevaardigde van de Minister, die een schattingsverslag moet opmaken.”

Art. 4. Artikel 5, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 5^o, luidend als volgt :

“5^o wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, een uitvoerig bestek van de werken, het originele of een afschrift van de factuur van de geregistreerde aannemer van de bouwsector;”.

Art. 5. Artikel 5, § 3, van hetzelfde besluit wordt aan het begin van het eerste lid aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

“Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft;”.

Art. 6. Artikel 5, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een 9^o, luidend als volgt :

“Wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, een uitvoerig bestek van de werken, het originele of een afschrift van de factuur van de geregistreerde aannemer van de bouwsector;”.

Art. 7. Artikel 5, § 6, van hetzelfde besluit wordt aan het begin van het eerste lid aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

“Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft;”.

Art. 8. In artikel 7 van hetzelfde besluit wordt § 1, eerste lid, vervangen als volgt :

“§ 1. Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, worden de door de aanvrager overwogen werken slechts in aanmerking genomen indien ze voorkomen op de door de Minister opgemaakte lijst van de subsidieerbare werken en indien ze vermeld worden in het schattingsverslag bedoeld in artikel 5, § 1.”

Art. 9. Artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

“Het minimumbedrag van € 2.000 bedoeld in het vorige lid wordt verminderd tot € 1.000 wanneer het betrekking heeft op werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken”.

Art. 10. Artikel 7, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 3. Behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, kunnen de renovatiewerken pas aangevat worden nadat een afgevaardigde van de Minister het schattingsverslag heeft opgemaakt."

Art. 11. Artikel 7, § 4, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"§ 4. Behalve wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken betreft, moeten de werken uitgevoerd worden binnen twee jaar, te rekenen van de datum van de in artikel 5, § 6, bedoelde kennisgeving van ontvankelijkheid. De administratie kan die termijn met zes maanden verlengen indien ze een verlengingsaanvraag, gemotiveerd door een vreemde bevrijdende oorzaak die haar voor het verstrijken van de termijn van twee jaar toegestuurd wordt, gegrond acht."

Art. 12. Artikel 8, § 1, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Behalve voor werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken, wordt het bedrag van de premie vastgelegd als volgt :

1° 10 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van € 750;

2° voor zover de aanvrager het bewijs kan leveren van de gezamenlijke inkomens zoals bepaald bij artikel 1, 7° :

a) 20 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van € 1.480, indien de inkomens tussen € 20.000,01 en € 31.000 bedragen voor de alleenstaande aanvrager en tussen € 25.000,01 en € 37.500 wanneer de aanvrager met andere personen samenwoont, met uitsluiting van de kinderen ten laste;

b) 30 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van € 2.230, indien de inkomens tussen € 10.000,01 en € 20.000 bedragen voor de alleenstaande aanvrager en tussen € 13.650,01 en € 25.000 wanneer de aanvrager met andere personen samenwoont, met uitsluiting van de kinderen ten laste;

c) 40 % van het bedrag van de in aanmerking genomen facturen, exclusief btw, met een maximumbedrag van € 2.980, indien de inkomens niet hoger zijn dan € 10.000 voor de alleenstaande aanvrager en dan € 13.650 wanneer de aanvrager met andere personen samenwoont, met uitsluiting van de kinderen ten laste;"

Art. 13. Artikel 8, § 5, 1°, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Wanneer de aanvrager isolatiewerken uitvoert aan het dak, de buitenmuren of de plankenvloeren van de woning en door die werken aan de in punt 3° bepaalde norm voldaan kan worden, wordt het bedrag van de premie, berekend overeenkomstig de §§ 1 tot 4 en 6, zonder rekening te houden met de kostprijs van de isolatiewerken, verhoogd zoals aangegeven in onderstaande tabel, waarin de volgende parameters aan bod komen :".

Art. 14. Artikel 8, § 5, 1°, a, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"het percentage van de premie vastgelegd overeenkomstig § 1 (10, 20, 30 of 40 %)".

Art. 15. De tabel vermeld in artikel 8, § 5, 1°, b, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tabel :

Percentage van de premie	10 en 20 %		30 %		40 %	
	Onderneming	Materialen	Onderneming	Materialen	Onderneming	Materialen
Isolatie van het dak	€ 10/m ²	€ 5/m ²	€ 12/m ²	€ 6/m ²	€ 14/m ²	€ 7/m ²
Isolatie van muren langs binnen	€ 20/m ²	-	€ 24/m ²	-	€ 28/m ²	-
Isolatie van de muurholte (of van de schuifwand)	€ 10/m ²		€ 12/m ²		€ 14/m ²	
Isolatie van de muren langs buiten	€ 30/m ²		€ 36/m ²		€ 42/m ²	
Isolatie van de bodem langs de buitenkant van de plankenvloer	€ 10/m ²		€ 12/m ²		€ 14/m ²	
Isolatie van de bodem langs de binnenkant van de plankenvloer	€ 27/m ²		€ 30/m ²		€ 35/m ²	

Er wordt een bijkomende premie van € 3/m² toegekend voor de plaatsing van een natuurlijk isolatiemateriaal.

Art. 16. De tabel vermeld in artikel 8, § 5, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende tabel :

Percentage van de premie	10 en 20 %	30 %	40 %
Energie-audit	60 % met een maximum van € 360	70 % met een maximum van € 420	80 % met een maximum van € 480

Art. 17. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 6, luidend als volgt :

"§ 6. Het bedrag van de premie voor de werken ter vervanging van glazen buitenschrijnwerken is bestemd voor de werken die uitgevoerd worden door een geregistreerde aannemer van de bouwsector en wordt, rekening houdend met de parameters bedoeld in § 5, 1°, a, vastgelegd als volgt :

Percentage van de premie	10 en 20 %	30 %	40 %
Bedrag van de premie	€ 45/m ²	€ 50/m ²	€ 60/m ²

De in aanmerking genomen m² zijn die van de openingen van de vervangen glazen buitenschrijnwerken en maximum 40 m² worden in aanmerking genomen om het bedrag van de premie te berekenen. Wanneer enkel het glaswerk vervangen wordt, worden de buitenafmetingen van het raamwerk niet in aanmerking genomen bij de berekening van de premie."

Art. 18. Artikel 9 wordt aangevuld met een § 2bis, luidend als volgt :

"§ 2bis. Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van buitenschrijnwerken betreft, moet, in afwijking van de §§ 1 en 2, door een erkende schatter een onderzoek gevoerd worden om te bevestigen dat de werken zijn uitgevoerd overeenkomstig de gegevens vermeld op de factuur."

Het bezoek vindt plaats op verzoek van de administratie.

De door de administratie voorgestelde bezoeksdatum valt binnen vier maanden na ontvangst van het volledige dossier. Binnen drie maanden na ontvangst van het onderzoeksverslag van de schatter of, als de bezoeksdatum niet binnen vier maanden na ontvangst van het volledige dossier valt, geeft de administratie de aanvrager kennis van haar definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het premiebedrag dat hem gestort zal worden, of deelt ze hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet afgegeven kan worden."

Art. 19. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

"§ 5. Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van buitenschrijnwerken betreft, wordt de aangifte van voltooiing van de werken door de aanvrager zelf opgemaakt, in afwijking van § 1, eerste en tweede lid. Hij voegt er alle door de administratie gevraagde stukken bij die nodig zijn voor het onderzoek van zijn aanvraag en die haar nog niet zijn overgelegd, een afschrift van de facturen betreffende de werken, een afschrift van het bestek van de aannemer die de werken heeft uitgevoerd, behalve als dat bestek bij de aanvraag gevoegd was, een attest van de aannemer betreffende het prestatievermogen van de geplaatste buitenschrijnwerken, opgemaakt naar het door de administratie afgegeven model, een foto van al die buitenschrijnwerken, alsook, in voorkomend geval, de attesten bedoeld in artikel 1, 9°."

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2010.

Voor de aanvragen ingediend tot 30 juni 2010 blijft het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 evenwel in de vorige versie gelden als ze gunstiger is voor de aanvragers dan de bij dit besluit gewijzigde versie.

Art. 21. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 februari 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 634

[2010/200795]

4 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par la Société wallonne du Crédit social

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 23, § 1^{er}, 4^o, et 175.2, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 portant règlement des prêts hypothécaires de la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du Crédit social;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par la Société wallonne du Crédit social;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 décembre 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2010;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 5 du règlement annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 instaurant les éco-prêts accordés par la Société wallonne du Crédit social, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 février 2009, un § 5 est ajouté :

"§ 5. La Société wallonne du Crédit social peut préfinancer le montant des primes dont question au § 1^{er}, 1^o, pour les travaux correspondant repris dans le projet des travaux établi sur base de l'expertise énergétique réalisée par les experts de la SWCS et accepté par celle-ci.

Le montant des primes à la réhabilitation visées dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables ne peut être préfinancé par la SWCS à l'exception toutefois de la prime relative au remplacement des menuiseries extérieures vitrées visées à l'article 7, § 8, du même arrêté."

Art. 2. L'article 7 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Le demandeur est tenu de céder à la SWCS les primes dont question à l'article 5; celles-ci, une fois accordées, sont comptabilisées sur son compte de remboursement.

En cas de préfinancement par la SWCS du montant des primes visées à l'article 5, § 1^{er}, 1^o, et de la prime relative aux menuiseries extérieures visées à l'article 7, § 8, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, celles-ci sont cédées par le demandeur à la SWCS sans qu'elles ne soient comptabilisées sur son compte de remboursement".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2010.

Art. 4. le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 février 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET